

La Russie: capitalisme du parrain

Dans un style presque admiratif, une journaliste américaine décrivait tout à fait au début des changements intervenus en Russie, comment s'était construit le capitalisme du «parrain», qui avait investi le pays au crépuscule de l'Union soviétique, grâce au détournement et au vol des biens de l'Etat.

Les précurseurs de ce type de capitalisme en Russie, observait la journaliste Rubin Trudy du *"Philadelphia Inquirer"*, avaient commencé par usurper carrément des propriétés de l'Etat (entreprises commerciales, usines industrielles ...) en convertissant des parties de celles-ci, en petites entreprises privées et, parfois, en projets en association avec des partenaires étrangers ce qui leur permettait d'en glaner les bénéfices. Les cas de ces agissements mafieux étaient légion. Et la journaliste de citer le cas de son propre interprète qui avait fait acquisition d'importants lots de livres achetés auprès d'un directeur d'établissement public à un prix dérisoire pour les revendre à des marges bénéficiaires encore plus importantes tout en rétribuant généreusement ses collaborateurs.

Dans ce contexte, un jeune commerçant déclare sans détours: *"Nous sommes lecteurs des romans américains en particulier le "Parrain". N'est ce pas là l'incontournable étape du capitalisme ?"*

La journaliste exprimait enfin une profonde duplicité lorsqu'elle a déclaré au terme de son reportage que *«voler l'Etat permettra soit à faciliter la transition vers un nouveau régime, soit activer l'avènement du seul chaos. L'avenir du capitalisme russe tient à cette ligne de démarcation»*.

La perception de cette ligne devient de plus en plus malaisée lorsqu'on doit passer d'un cas à l'autre : d'un accaparement de livres pour en tirer quelques bénéfices personnels au détournement de matériels d'équipements médicaux ou l'écoulement d'unités industrielles entières à des fins privées.

Tandis que des mineurs, des savants et des soldats retraités ne perçoivent plus leurs pensions, les conditions des intermédiaires et des animateurs du marché noir prospèrent et s'installent dans une opulente évolution. Au terme de cette décennie, la complexité de la situation sociale suspendue est aggravée par la crise financière aiguë. Et au sommet du pouvoir, on retrouve le parrain de la période transitoire, de plus en plus autoritaire et qui, après avoir tout fait pour obtenir de l'Occident des crédits à court terme, n'a pas consenti l'effort identique pour réaliser le développement à long terme en faveur de son nouveau Etat. Maintenant que le président russe est perçu comme un élément résiduel du passé, ceux qui, aujourd'hui, critiquent sévèrement l'Occident, se recrutent parmi les inconditionnels partisans d'hier de la phase transitoire en Russie.

Dans cet ordre d'idées, Jeffery Sachs ne voit, à présent, en les aides financières successives du FMI octroyées à la Russie qu'une *"manière de maintenir en vie un gouvernement mauvais gestionnaire"* sans tenir compte du gâchis économique (plusieurs milliards de dollars) provoqué par Eltsine qui a transféré, au profit d'amis et de proches, et à des prix bas, des sociétés de pétrole et de gaz appartenant à l'Etat. Le bilan de toute cette braderie, selon le commentaire du président de la Douma qui est un partisan d'Eltsine: *"Nous avons préféré être les esclaves de la dette au lieu du développement"*. Lui emboitant le pas, le commentateur Michael Specter, d'habitude favorable au président Eltsine pour diriger cette étape transitoire, ne mâche pas ses mots : *"Se débarrasser du communisme ne représenterait pas une seule ligne de regret dans une autobiographie. Mais abandonner votre Etat à une bande de criminels voraces l'est assurément"*.

Ce problème ne concerne pas, bien évidemment, un seul homme. C'est l'affaire de tout un Etat. Ce dernier se trouve, précisément, être parmi les plus grands de ce monde. Et en tout cas, il est l'un des plus peuplés.

Or la phare transitoire que traverse cet Etat est déterminant pour décider du sort de nombre de pays du monde de l'après-guerre froide.

Car la Russie - en fin de compte - présente la première expérimentation des stratégies de privatisation et des politiques monétaires qui recueillent l'appui de l'Occident. Elle présente également le premier banc d'essai de la thérapie de choc à grande échelle que ne protège, hélas, qu'une faible démocratie électorale. Une évaluation réfléchie des stratégies appliquées au cas de la Russie serait instructive à plus d'un titre. En particulier pour ceux qui, de par le monde arabe, poussent dans cette direction ou, pour dire vrai, subissent des pressions pour adopter le modèle similaire.

Par le passé, et pour des raisons qui oscillent entre l'assistance soviétique et ses effets et l'intérêt islamique envers la pauvreté, qui est en soi un héritage historique, de nombreuses sociétés arabes ont adopté un modèle de développement plus discipliné comportant la planification et intégrant les éléments de soutien aux structures populaires. Ces options sont aujourd'hui intégralement rejetées par les adeptes du nouveau modèle libéral.

L'Union soviétique, en dépit de sa redoutable puissance militaire, n'était qu'un pays en voie de développement. C'est pourquoi, il appartient aux pays arabes d'évaluer les politiques de la période de l'après Union soviétique et d'en examiner l'impact sur des pays en voie de développement. Il ne faut pas perdre de vue que l'Union soviétique abritait une importante partie du monde islamique. Que sa chute ainsi que l'avenir des pays qui lui ont succédé, y compris la Russie, nous dispensent d'intéressantes leçons. Et que ce qui s'est produit influera sur l'avenir du monde islamique dans sa globalité. L'image n'a pas été, jusqu'ici, reluisante en Russie. Car, en dépit de l'absence de statistiques fiables, en raison de transactions commerciales considérables effectuées dans le noir pour se dérober aux impôts, certaines estimations signalent une régression d'environ 80% de la production industrielle en l'espace d'une décennie.

De même, on estime le recul des investissements en capitaux de l'ordre de 90%.

Quelques rares évaluations optimistes indiquent un retour de la croissance économique mais dans des limites n'excédant guère 1%.

Nous savons bien, l'ancien chef de gouvernement russe Sergei Kiriyenko, nous l'avait confirmé, que le remboursement de la dette représente environ le double des recettes mensuelles du gouvernement fédéral soit un rapport de 1,4. Quant aux récentes avances du FMI estimées à 22 milliards de dollars américains, elles ne signifient rien de plus que de nouvelles dettes qui seront utilisées à éponger les précédentes. Mais en même temps, cela veut dire une soumission accrue à de nouvelles conditions qui risquent d'accélérer le processus de la plus grande famine collective que le monde ait connue depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Quelles qu'en soient les manifestations, la Russie traverse une très grave crise financière qui intervient à un moment où le pays subit une longue et terrible stagnation économique et qui, en se répétant, n'encouragera guère les bailleurs de fonds à consentir des aides supplémentaires.

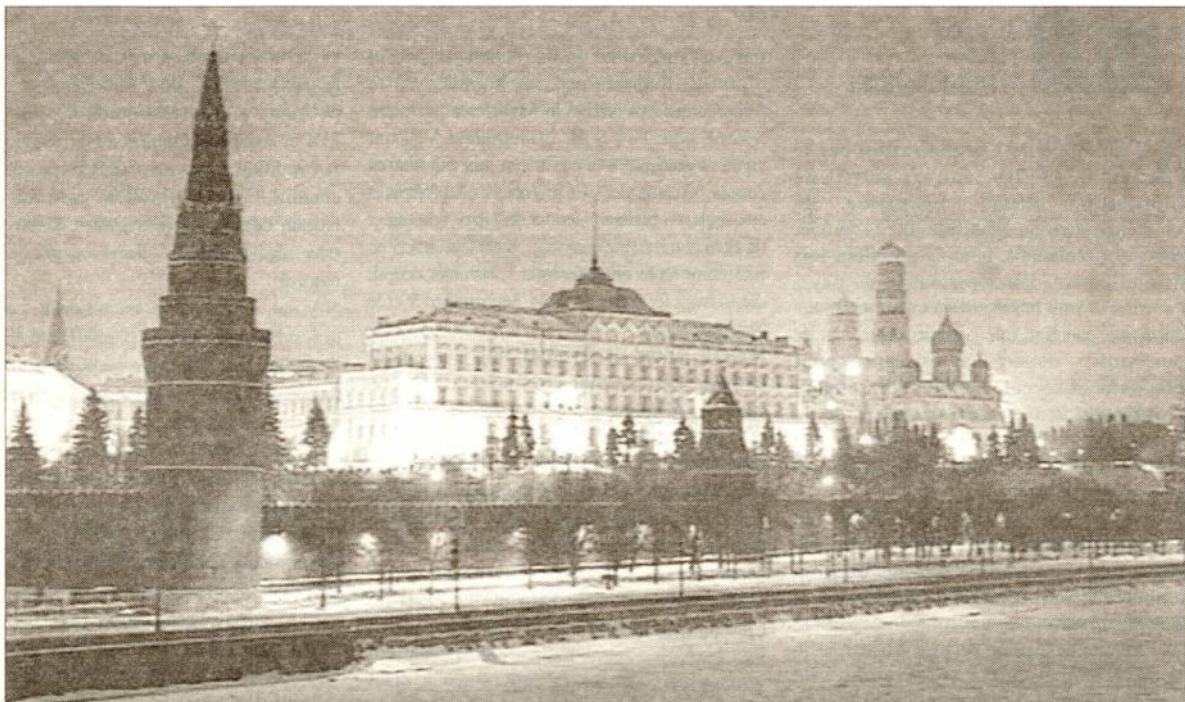
Car les soubassements qui sous-tendent le soutien de l'Occident à la Russie d'Eltsine, pendant cette période transitoire, relèvent plus du politique et de l'idéologique que de l'économique. L'Occident est entraîné beaucoup plus par des forces idéologiques et économiques politisées que par l'intérêt d'un réajustement équilibré des incidences réelles de ces politiques économiques. Eltsine était perçu comme le symbole de la continuation de ce qui est convenu d'appeler la nouvelle marche libérale américaine. Car, de l'avis des occidentaux, les opposants du président russe péchaient par excès ou par défaut : ils étaient soit des adeptes du modèle communiste, ce qui est un handicap qui n'inspire guère confiance, soit des nationalistes réactionnaires rétifs à ce qui adviendrait.

Cette interprétation escamote la responsabilité des politiques soutenues par l'Occident que l'entêtement d'Eltsine tenait à mener, coûte que coûte, à leur terme. Cette responsabilité a provoqué une situation anarchique que l'on croyait pouvoir éviter grâce au paravent d'Eltsine. Cette explication met aussi en sourdine les voix qui s'élèvent parmi les classes sociales inquiètes.

Mais si l'Occident entend réellement élaborer en alternative une stratégie qui évite non seulement le risque d'anarchie mais éradiquerait aussi les situations sociales turbulentes, il doit accepter l'instauration d'un modèle développementiste transitoire et précis. Ce qui nécessiterait sûrement l'émergence d'une nouvelle direction russe, qui, au moment de mettre au point une stratégie d'alternative, doit impérativement privilégier la satisfaction des besoins prioritaires du peuple russe au lieu de faire une fixation obsessionnelle sur la rentabilité des investissements internationaux.

Cette vision a été clairement exprimée par l'ex-ministre polonais des finances, Grzegorz W. Kolodko, lorsqu'il a récemment mis en garde la Russie : *"La Pologne, a-t-il dit, avait cédé aux injonctions impérieuses des occidentaux en s'appliquant leurs recommandations pour plus de libéralisme économique. Comme résultats, elle a récolté une aggravation de la pauvreté et une recrudescence du chômage. Sans compter les tensions sociales et politiques."*

" En cessant de solliciter l'aval des institutions financières internationales, et en se mettant plus à l'écoute de ses citoyens, la Pologne fit la découverte d'une voie de transition débarrassée d'embûches. De cette prise de position polonaise, a résulté un refus catégorique du gouvernement de se défaire de ses réseaux de sécurité sociale et a continué à verser les pensions en faveur des retraités ". Le ministre en conclut que " nous avons respecté notre société, en même temps nous avons poursuivi des négociations difficiles avec les investisseurs internationaux et les institutions économiques." Il ajoute à l'attention de la Russie et du monde: "Les intérêts des mineurs en Sibérie sont loin de ceux des investisseurs détenant des portefeuilles de bons de trésor à court terme. C'est exactement comme si on comparait l'intérêt d'un poisson à celui de son pêcheur ... Une économie dont 45% de son budget national sont destinés au service de la dette qui augmente au jour le jour. Où les nouveaux riches ne paient pas d'impôts et les nouveaux pauvres incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires. Ce n'est pas une économie de marché, c'est l'anarchie».



En réalité, il est prétentieux d'affirmer comment les *"instruments du marché peuvent-ils, aujourd'hui ou demain, déterminer l'aboutissement de la phase transitoire russe à une économie de marché"*. Alexi Bayer, un immigré récemment retourné à la nouvelle Russie, résume cette situation : *"Les hommes d'affaires qui collectionnent le plus de succès ne sont pas ceux qui sont en concurrence sur les marchés, mais dans les couloirs du pouvoir. Les premiers opérateurs privés dans la nouvelle Russie ont commencé par constituer des sociétés coopératives et ont bénéficié de crédits à des taux faibles consentis aux seuls introduits dans le sérail. Les banques privées russes ont, de leur côté, réalisé des bénéfices astronomiques grâce aux travaux gouvernementaux.*

Ainsi il a été "permis" aux institutions financières d'acquérir les sociétés industrielles et métallurgiques à des prix bradés sans aucune commune mesure avec leur valeur réelle sur le marché. Les pontes des affaires en Russie sont actuellement occupés par des querelles stériles et exécrables pour s'attirer l'attention du président

Eeltsine. Mais quels rapports dans tout cela avec les vertus du "marché", le risque de l'initiative, la stabilité des prix ... " L'unanimité est faite pour dire que l'économie russe chavire dans l'anarchie, mais l'Occident ne dispose pas de politique ou de direction de remplacement à ce qui a été derrière l'éclatement du chaos. Chacun est conscient que les retombées prévisibles seront plus dramatiques par rapport au passé. Et si les craintes se précisent de voir apparaître de nouvelles formes de nationalisme réactionnaire, de fascisme et de populisme, c'est à cause des politiques mises en œuvre pendant l'ère Eltsine. Ces politiques ont généré des situations rendant inévitables de telles réactions.

Alexi Bayer tire la sonnette d'alarme en signalant que si les conflits entre l'élite d'hommes d'affaires s'enracinent, il y va de même pour la pauvreté et le mécontentement populaire qui s'enracinent aujourd'hui dans les quatre points du pays, alors que le régime soviétique qui assurait les stabilités sociales n'est plus là. Ce qui inquiète le plus les investisseurs en Russie, aujourd'hui, c'est le ton de plus en plus contestataire des mineurs, des instituteurs et des travailleurs organisés. C'est à dire de tous ceux qu'on appelait les masses qui se rendent à l'évidence pour constater que leur part dans le nouveau régime russe s'amenuise de jour en jour. L'ex-ministre polonais des finances attire l'attention sur la même réalité en disant que *" la plus grave menace qui plane sur la Russie est celle d'une contre-révolution dirigée contre le marché, en raison des conditions de vie intenable. Si les dirigeants russes pouvaient prendre conscience de cette menace, il n'est pas encore trop tard pour faire machine arrière. Mais les Etats-Unis et les autres grands pays industrialisés ainsi que les institutions financières et les marchés financiers à Wall Street doivent à leur tour comprendre.*

Certes, il est difficile, voir exclu que les " dirigeants russes " ainsi que les autres partenaires puissent se désengager de cette stratégie dans laquelle ils sont impliqués financièrement, politiquement, culturellement et moralement.

L'espoir est qu'une direction décidée avec un mandat populaire voit le jour en Russie comme dans les autres pays en voie de développement pour matérialiser les vœux des citoyens conscients en initiant des politiques qui " respectent leur société ".

Traduit de l'arabe par A. E.